

Les événements politiques ont de moins en moins d'importance

Le prix du pétrole est de plus en plus une affaire de technologie des pays producteurs

Les événements politiques mondiaux ont de moins en moins d'influence sur le prix du baril de pétrole. « C'est davantage les progrès technologiques des pays producteurs qui expliquent les fluctuations de prix », croit Antoine Ayoub.

Le professeur d'économie de l'Université Laval note qu'on a vu poindre ce nouveau facteur dès le début des années 1970 et qu'il a grossi en importance depuis.

D'ailleurs, il faut chercher du côté des perfectionnements technologiques de la recherche et de la commercialisation de nouvelles sources de carburants l'explication de la baisse des prix de

détail du pétrole.

Et cet intérêt à maximiser les dollars investis dans le sous-sol de la croûte terrestre, ce sont surtout les pays industrialisés qui le partagent. Ils sont ainsi devenus plus concurrentiels face aux États arabes membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

(OPEP), pour qui le pétrole ne coûte quasiment rien à produire.

Les années 1970

« Cette poussée vers l'utilisation de technologies plus performantes est survenue lorsque les cours mondiaux du pétrole ont flambé dans

les années 1970.

« Les pays consommateurs se sont donné comme objectifs d'économiser l'énergie et de pouvoir réaliser des substitutions interénergétiques. De la sorte, on visait à produire des BTU nonobstant la source d'énergie et à se débarrasser des contraintes d'utilisation. »

Plusieurs sources d'énergie

Le pari de ces pays, dépendant alors du pétrole, a été largement gagné.

Exception faite de l'industrie du transport, les consommateurs ont le choix entre plus d'un mode énergétique.

« Il y a donc une plus grande décontraction vis-à-vis du secteur énergétique. Cela ne veut cependant pas dire qu'à court et moyen termes, les événements politiques n'influenceront pas le cours du brut. »

Mais, selon cet expert, les dangers de subir une crise de l'ampleur de celle des années 1970 et du début des années 1980 sont écartés.

Au cours des récents mois, par exemple, on a soudainement vu le prix de référence de l'or noir bondir dans la foulée d'un arrêt de travail des travailleurs de l'industrie pétrolière au Nigéria. Cette poussée s'est rapidement résorbée et la tendance à la stabilisation des prix - vers le

bas - s'est même poursuivie.

« L'établissement des bourses du pétrole, NIMEX à New York et ses contreparties à Londres et à Singapour, a aussi contribué à la stabilité des prix. Cela n'existait pas au moment de l'éclatement de la crise pétrolière. »

M. Ayoub n'a pas changé d'opinion quant aux perspectives d'ici l'an 2000 : il voit mal comment le prix au baril de cet hydrocarbure pourrait franchir la barre des 20 \$ avant cette date.

Contextes fragiles

Le professeur d'économie identifie cependant certains contextes fragiles, propres à déboucher sur des modifications de l'offre et de la demande mondiale.

Au sein des pays producteurs, une seule grande inconnue demeure : l'ex-URSS n'a pas repris l'exploitation de ses gisements de façon telle à ramener le pays au nombre des exportateurs.

« Les compagnies sont présentes là-bas et attendent une diminution du risque politique avant d'investir. »

Irak

D'autre part, les prémisses à une reprise des exportations de l'or noir irakien sont

dans l'air. En France et en Angleterre, des voix se sont fait entendre pour plaider une réconciliation avec le peuple de Sadam Hussein. Dans cette foulée, on peut prévoir que, d'ici un an ou

deux, l'Iraq voudra se reconstruire en misant sur sa seule grande richesse naturelle.

Pour faire une place à leurs côtés à l'Iraq, les membres de l'OPEP devront accepter de réduire leur production annuelle de quelque 3,5 M de barils de pétrole.

Sinon, l'offre trop grande qu'entraînerait la réintégration irakienne pourrait nuire à l'ensemble de ces pays et

entraîner une baisse des prix.

Demande

L'accroissement de la demande de pétrole provient principalement des pays de l'Asie du Sud-Est.

La Chine et d'autres pays, les Philippines, par exemple, connaissent, on le sait, des croissances exponentielles « et contrairement à la situation qui a antérieurement prévalu en Amérique latine, ils ont les moyens de payer ».

« Toutefois, même si ces fortes poussées industrielles s'accompagnent d'une demande accrue d'énergie, la nouvelle souplesse du système va permettre d'y répondre sans grands bouleversements.

« Au pire, si la croissance asiatique crée une tension à la hausse sur le prix du pétrole, celle-ci sera modérée. »

Au Canada, la baisse des cours n'a pas ralenti la production pétrolière.

Encore là, poursuit M. Ayoub, ce sont les progrès

technologiques qui ont permis aux producteurs de l'ouest canadien d'amortir ce différentiel en réduisant les coûts du forage et de l'extraction dans les sables bitumineux. Détracteur du projet *Hibernia*, le professeur ne croit pas à l'argument qui est répandu au pays voulant que la vaste plate-forme de forage au large de la côte atlantique puisse permettre au Canada des progrès technologiques par rapport aux autres pays industrialisés.

« On utilise une technologie internationale même si les firmes participantes sont canadiennes. »

Même si *Hibernia* contribue dans une quinzaine d'années à permettre au Canada de produire du pétrole au prix du marché mondial, M. Ayoub croit que la facture qui suivra cet exploit sera nettement exagérée.

Québec

Au Québec, les prix du carburant à la pompe vont continuer de bouger, prédit M. Ayoub.

C'est l'« interconnection » entre les marchés qui explique ces écarts quotidiens des prix affichés par les stations-service. Les marchés boursiers internationaux et les particularités régionales soutiennent ce jeu de yo-yo. Dans ce dernier cas, aux luttes de marché s'ajoutent la proximité ou l'éloignement des sources de raffinage ou des ports d'approvisionnement comme raisons à ces fluctuations.

Enfin, la demande québécoise de pétrole connaît une baisse et cette tendance n'est pas prête d'atteindre un plancher. La fermeture de certaines unités de raffinage au Québec n'est cependant pas attribuable à ce comportement, estime M. Ayoub. « Les compagnies peuvent maintenant tabler sur un plus grand marché international de raffinage pour s'approvisionner. »

C'est encore une autre preuve concrète de la mondialisation des marchés.

RAYMOND
PRINCE

Frein à la montée du prix du gaz

Selon l'analyse à laquelle procède **Antoine Ayoub**, le prix du gaz canadien connaîtra à moyen terme le sort qui frappe actuellement le pétrole : il évoluera dans un milieu beaucoup plus concurrentiel.

Le prix du gaz a pratiquement doublé depuis 1992 en raison de la déréglementation des prix et de la recherche d'énergies propres comme substituts au pétrole. Ce mouvement haussier a mis fin à des années de corrélation entre les prix du pétrole et du gaz.

Ce mouvement de « décrochage », comme le qualifie le professeur d'économie de l'Université Laval,

n'est pas à la veille de se résorber.

« Les prix vont continuer de grimper. »

La plus forte demande de gaz au cours des récentes années a permis à cette source d'énergie d'accaparer 16 % du marché canadien alors que sa part se chiffrait à 6 % voilà 20 ans.

D'ici l'an 2000, ce pourcentage ne devrait guère varier.

« La flexibilité des marchés rendra alors les consommateurs plus indépendants des sources d'énergie.

Il leur sera indifférent d'acheter une thermie produite à partir du gaz ou de l'électricité, par exemple.

Cela contribuera à exercer des pressions stabilisatrices ou à la baisse sur les prix de ces matières. »

Il n'empêchera, admet l'expert, qu'il pourra encore se produire des situations temporaires de vente où le prix du gaz pourra s'échapper vers le haut.

Evidemment, la théorie de ce Québécois pourrait être malmenée dans l'éventualité où les gouvernements canadiens édicteraient des normes gouvernementales favorisant les énergies propres.

Les prix des matières premières non polluantes pourraient alors être propulsées vers de nouveaux sommets.



Antoine Ayoub : « Les progrès technologiques des pays industrialisés dans le forage des puits pétroliers leur a permis une plus grande souplesse et une moins grande dépendance face aux événements politiques émanant des pays membres de l'OPEP. »